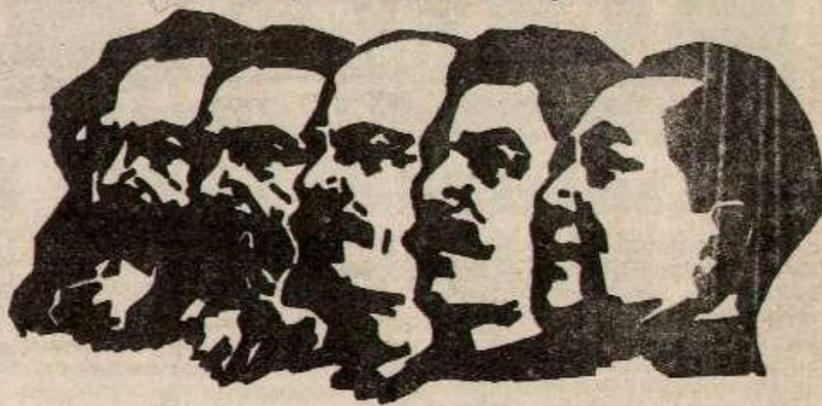


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

30 JUIN 1975. suppl. à FRONT ROUGE n° 162 - BP 161 - 75864 - PARIS - cedex 18 - CCP Front Rouge - 31.191.14. la Source **TF**

Assez des violences policières contre les travailleurs !

REOCCUPONS NOS USINES !

Dimanche à 4 heures du matin, sur ordre du ministère de l'intérieur, les CRS ont envahi les usines de Chausson à Gennevilliers (usine H et G) et la filiale Chenard, dans la banlieue parisienne. 500 CRS bottés, casqués, armés de fusil lance-grenades, de matraques, de cisailles, contre les ouvriers en grève.

Vendredi, c'était à Clichy : les CRS chassaient les ouvriers en grève des Câbles de Lyon des abords de leur usine. Lundi dernier, un individu, dénoncé par des ouvriers comment étant à la solde de la CGE fonçait à 100 à l'heure avec sa voiture, contre les grévistes des Câbles, sans aucune réaction des CRS : 9 ouvriers blessés dont plusieurs gravement.

A Chausson Asnières, depuis le 5 juin, successivement, les CRS, puis les commandos de cadres, puis des milices patronales ont investi l'usine. A Chausson Reims, les CRS sont intervenus trois fois dans l'usine, à chaque fois réoccupée par les ouvriers.

Lundi 9 juin, ce sont les ouvriers du « Parisien Libéré » qui ont dû affronter la milice patronale d'Amaury, devant la nouvelle imprimerie du journal à Saint-Ouen. CRS encore à Rouen, contre les ouvriers de la CFEM, CRS à Usinor-Dunkerque contre les aciéristes qui bloquaient les coulées. Cadre fonçant avec sa voiture sur les grévistes à Fos : un ouvrier dans le coma.

Agressions, violence massive des CRS, des commandos de cadres, des milices patronales utilisant coup de poing américains, barres de fer et chiens loups : depuis un mois, systématiquement c'est la réponse de la bourgeoisie aux revendications des travailleurs. Et pour justifier toute cette violence, la bourgeoisie recourt aux provocations : rappelons-nous l'assassinat du journaliste de l'AFP, Bernard Cabanes, monté de toutes pièces pour jeter le discrédit sur les ouvriers du « Parisien Libéré » et tous les ouvriers actuellement en lutte. C'est pour tenter d'isoler ces travailleurs, faire admettre la répression contre eux que la provocation a été faite.

Agressions sauvages et provocations contre les travailleurs : Giscard, Chirac, Poniatowski voudraient étouffer ainsi les mouvements en cours. Ils y sont contraints à l'heure où des dizaines d'usines occupées, des luttes engagées aux quatre coins du pays, prouvent que les travailleurs ne marchent pas ; ils ne marchent pas dans la politique de crise, dans le chantage de la bourgeoisie appelant depuis un an toutes les catégories sociales à « se serrer les coudes ».

Mais en envoyant les CRS ou les chiens contre les travailleurs, Giscard Chirac et Poniatowski font eux-mêmes toute la lumière sur leur « société libérale avancée » et ne peuvent que conduire à dénoncer de plus en plus fort le chantage à la crise.

..

Ce matin après l'agression policière contre Chausson, Lanterrier, le maire de Gennevilliers déclarait que « la municipalité P(C)F défend les libertés ». Comment le P(C)F défend-il les libertés des travailleurs ?

Lorsque Chausson-Gennevilliers était encore occupée par les travailleurs, les révisionnistes s'opposaient à tout mot d'ordre de réoccupation de Chausson-Asnières. Aujourd'hui, c'est Chausson-Gennevilliers qui est attaquée. En s'opposant à la mobilisation des travailleurs, les révisionnistes ont préparé le terrain.

Ne pas réagir contre ces agressions et ces provocations de la bourgeoisie, c'est ainsi que le P(C)F prétend défendre les « libertés ». Pour les révisionnistes en ripostant énergiquement, les travailleurs en lutte se couperaient de « l'opinion publique » : ce raisonnement n'a pas d'autre but que de baillonner les travailleurs en faisant dépendre leur lutte d'une « opinion publique » façonnée par la bourgeoisie.

..

C'est au contraire en développant leur offensive pour arracher leurs revendications, en multipliant les contacts entre usines, comme Chausson et les Câbles de Lyon, en appelant les autres travailleurs à une solidarité active, que les ouvriers en lutte peuvent mettre en échec la propagande de la bourgeoisie et toutes ses tentatives pour les isoler.

Les nombreuses luttes de ces dernières semaines, la solidarité active qui a commencé à se manifester entre travailleurs des différentes usines, le soutien de la population, comme à Gennevilliers, montrent que c'est possible. Ils montrent la volonté grandissante de répondre à la politique actuelle par un grand mouvement de la classe ouvrière. C'est à cela que les travailleurs doivent se préparer. Dès maintenant, face aux agressions de la bourgeoisie, les travailleurs en lutte pour imposer leurs revendications n'ont qu'une solution : réoccuper leurs usines !

Le 29/6/75.

CGT.CFDT

La "democratie syndicale"

LA « démocratie syndicale » : Maire s'en réclame pour attaquer les syndicalistes révolutionnaires et inféoder la CFDT au PS. Quant à Séguy, au congrès de la CGT il s'y réfère verbalement pour dévoyer les luttes dans l'impasse du programme commun. Dans les deux cas, c'est contre les intérêts des travailleurs.

INDE :

Le coup de force d'Indira Gandhi

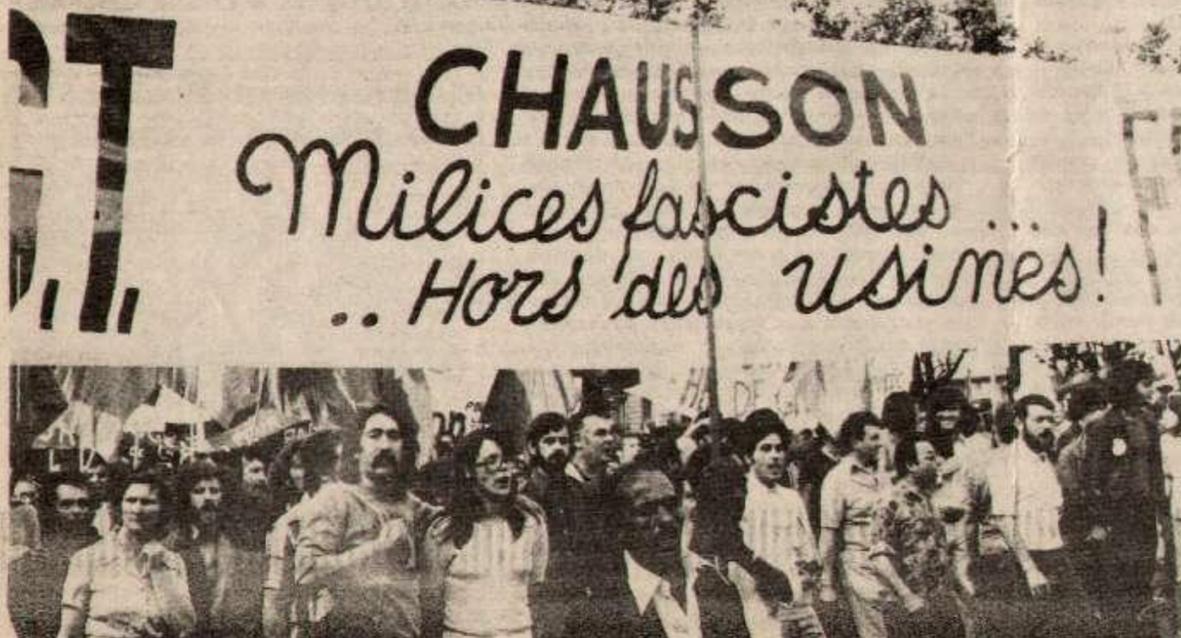
LE dernier coup de force d'Indira Gandhi dévoile la nature de la « plus grande démocratie du monde » : agressions et annexions à l'extérieur, famine du peuple tandis que le pays est livré au pillage et aux vexations du Kremlin.

JEUNE CHOMEUR, ALAIN SE SUICIDE

Alain Liévin 23 ans, OS de Bully-les-mines s'est pendu après avoir été licencié. Licencié pour avoir arraché des mains le rapport d'un contremaître pour mécontent de son travail. La bourgeoisie appelle cela « voie de fait ». Mais les mains coupées, les ouvriers brûlés, tout cela ce n'est pas une voie de fait, c'est la routine quotidienne de l'exploitation. La mort d'Alain, son assassinat, c'est tout le concentré, dans un fait précis, de la nature violente du capitalisme ; c'est le visage ignoble du capital qui tous les jours tue dans notre pays.

Incapable de supporter le chômage auquel il était réduit, Alain s'est donné la mort : « je n'ai plus de travail, je ne veux pas être une bouche inutile à la maison » a-t-il écrit en testament.

Le cadavre d'Alain vient s'ajouter à une immense liste d'ouvriers, d'ouvrières assassinés par le capital. Mais la classe capitaliste répondra de ces crimes, un par un Alain Liévin sera vengé. La victoire de la classe ouvrière est une chose absolument certaine.



nouvelles breves...

de nos correspondants

chez DBA-LOCKHEED.

Le 12 juin, le réintégré les 12 licenciés rité ». Le premier avoir, pendant un débra-corrump des électeur. 2 chefs chargés de la rante en Inde). Tout un huissier appelé par le son poste, la Cour Sup. utiliser son pour chaque équipe) ment. Alors que des formations, une semaine fin sition s'apprêtaient à lancer une gagée contre la provoquer sa démission sur les 250 F. pour tous coup de force caract. employ. Le Parti a proposé dirigeants de l'oppos. tirer un premier bilan de la le chiffre de 900 arr. la résolution montrées par les officieuses plus dans leur combat devraient per- constitution renforcer le travail communiste liberté prise en édifant une cellule de et l'état. Pravda félicit. Corr. Beauvais.

TEPPAZ : Les manœuvres pour imposer une « coopérative ouvrière » continuent.

Vendredi 27 juin, 10 h : 7 syndicalistes de la section CFDT - Teppaz étaient assignés au tribunal des référés de Lyon. Le syndic chargé de la liquidation devait décider l'expulsion des grévistes qui occupent contre 230 licenciements. Les Teppaz avaient demandé aux travailleurs leur soutien. En fait les efforts déployés depuis le début par les dirigeants réformistes dans la CFDT lyonnaise pour empêcher que des contacts à la base se nouent entre ouvriers de Teppaz et travailleurs d'autres entreprises, ont eu pour conséquence une trop faible mobilisation. Néanmoins, un certain nombre de militants étaient présents, tel ce syndicaliste CFDT des chèques où 800 licenciements sont prévus pour la rentrée. Le comité de lutte pour l'emploi contre le chômage et la vie chère de Vénissieux-Saint Fons avait mobilisé les chômeurs du comité qui tenaient à manifester l'unité de leur combat avec les travailleurs de Teppaz. La décision du tribunal a été mise en délibéré jusqu'à mardi 1er juillet : lundi 30, se tient une réunion sous le patronage du Président du tribunal de commerce et du préfet et à l'initiative de la section FO qui cherche à imposer sa solution-bidon de coopérative ouvrière. La section CFDT doit s'y rendre. Pour les travailleurs de Teppaz, c'est un chantage à peine voilé : mettez-vous d'accord avec FO, ou sinon... Plus que jamais, une large mobilisation doit se faire autour de Teppaz pour imposer un rapport de force favorable. La réunion du comité de soutien lundi soir doit connaître une participation massive.

Corr. 28/6/75.

ROANNE : Grèves et occupation dans le textile.

Après Olympic, Coutille, les grèves se succèdent dans la bonneterie et ailleurs : usine occupée chez Gillet-Thaon (180 salariés), grève chez Desroches (teinturerie de 50 ouvriers, presque tous immigrés) et au Tissage Roannais : les travailleurs refusent les bas salaires (ils exigent 9 F. minimum de l'heure chez Desroches), réclament des augmentations uniformes (200 F. pour tous chez Gillet-Thaon) et de meilleures conditions de question de leur indépendance. Le patron fait durer pour pourrir la lutte, mais les ouvriers n'organisent pas réellement la riposte : ils ne sont pas assez offensifs : dénoncent de nombreux ouvriers du piquet chez Gillet-Thaon. Plusieurs manifestations ont eu lieu ainsi qu'une collecte de 600 F.

Corr. 25/6/75.

Non à la surexploitation chez Cadot !

« CADOT, c'est une sale boîte ! »

Depuis le 19 juin où ils se sont mis en grève, les 200 travailleurs de Cadot « boulangerie industrielle » sont unanimes pour le dire. Ils dénoncent :

— Les mauvaises conditions de travail pour des horaires élevés (9 h 30).

— Les salaires particulièrement bas (à partir de 6,90 F. de l'heure... 7,32 F. pour les ouvriers qualifiés !). Pas d'augmentation depuis 72.

— Les travail intensif : 1000 baguettes à l'heure, 35.000 croissants au moins par nuit.

— Ils se sont organisés et ont formé pendant la lutte leur syndicat CGT face aux provocations du syndicat maison CFT. Ils exigent :

25 % d'augmentation, mensualisation treizième mois. Les mots d'ordre dont ils ont recouvert les murs de la boîte témoignent de leur détermination : « Pas de négociations, pas de travail ! », « CFT = patron, la grève continue ! ».

Le Parti intervient régulièrement et organise le soutien à la lutte dans le quartier.

Corr. 19ème (Paris).

CRS HORS DE CHAUSSON ! Pas de négociation sous la répression !

Après les Câbles de Lyon à Clichy, c'est à Gennevilliers que les bandes armées de l'Etat Bourgeois sont intervenues. Dimanche 29 juin, à 4 heures du matin, les CRS ont envahi l'usine H de Chausson Gennevilliers, et la filiale Chenard. Casqués, armés de fusils lance-grenades, matraques et cisaillies, ils ont expulsé le piquet de grève. A la tête des forces de répression paraissent des cadres de Chausson, en treillis de flic et casqués. Après Asnières, la bourgeoisie tente d'arracher une deuxième carte des mains des travailleurs de Chausson, pour peser sur le sort de cette lutte et négocier en position de force. Lors des négociations de la fin de la semaine, où le patron est resté sur ses positions (160 F. d'augmentation moyenne et 550 F. de paiement d'heures de grève, maintien des licenciements à Maubeuge), les délégués syndicaux avaient pourtant pu comprendre la volonté du trust Chausson de faire plier rapidement les travailleurs. Un délégué CGT indiquait sa crainte de voir la police ou les fascistes intervenir ce week-end. C'est chose faite ! Or les ouvriers de Chausson n'ont pas été mobilisés suffisamment pour y faire face.

La justice bourgeoise s'était contentée de demander qu'on laisse passer les cadres, mais des camions de Calberson et d'une filiale de Danzas sont entrés. Ils venaient chercher des outils, des presses afin que la production puisse reprendre ailleurs. On voit là, à quel point pèsent les hésitations



et les reculades imposés par les révisionnistes face à l'occupation patronale d'Asnières. La riposte n'ayant pas été jusqu'à la réoccupation à laquelle aspiraient de nombreux travailleurs et qui était préconisée par notre Parti, le patron s'est enhardi au point de s'attaquer au bastion fort de la grève, l'usine H de Gennevilliers.

Mais la réplique ouvrière prend corps déjà. Le comité de grève et les syndicats CGT et CFDT de Chausson, Asnières et Gennevilliers appelaient immédiatement à une manifestation « pour protester contre la racaille patronale » dimanche à 10 h, devant l'usine.

Nombreux et déterminés des travailleurs de Chausson, des Câbles de Lyon, et des autres entreprises de Gennevilliers ont accouru, accompagnés de nombreuses ménagères et jeunes, informés sur les marchés à l'entour. Face aux CRS, casqués, massés devant l'usine et dans les rues avoisinantes, les travailleurs de Chausson et des autres entreprises, parmi lesquels des camarades du Parti, immédiatement mobilisés, criaient leur haine de classe et leur volonté de lutte. « CRS-SS, hors de Chausson », « A bas l'Etat des flics et des patrons », « Pas de négociations sous la répression ». L'unité de la riposte ouvrière, symbolisée notamment par une forte délégation des grévistes des Câbles de Lyon, s'exprimait avec enthousiasme (tam-tam, tambourin, slogans scandés en français et en arabe) autour d'un mot d'ordre « Français immigrés, même patron, même combat ».

Une longue huée salua les forces de l'ordre capitaliste lorsqu'elles fort mouvement pour mieux protéger les portes derrière lesquelles les camions, chargés d'enlever les pièces, restent bloqués. Les travailleurs réaffirment nettement toutes leurs revendications sur leurs nombreux panneaux et banderoles : « Nos 250 F. », « heures de grève payées 100 % », « amicale marocaine, flics et fascistes, hors de Chausson ».

C'est dans cette ambiance résolue à la lutte, au sein d'un groupe compact de plusieurs centaines d'ouvriers bloquant les portails que les discussions commencent. La CFDT ironise sur les flics et les cadres qui ne sauront jamais faire tourner seuls les presses, « même pas bons à balayer le cour ». Mais le relai est bien vite affecté par le maire révisionniste de Gennevilliers, Lanterrier, sur le thème « on n'avait pas vu cela depuis trente ans », « le fascisme ne passera pas ». « La municipalité de Gennevilliers défend les libertés ». La combativité ouvrière leur arrache un ton assez « dur » mais aucune perspective n'est donnée, hormis empêcher les camions de sortir. En particulier la CGT ne souffre pas de la réoccupation qui pourtant conditionne largement le rapport de force souhaité.

Aussi, malgré la grande détermination ouvrière, le meeting laisse un certain désarroi « hurler au nez des CRS, c'est une chose, les chasser, c'est une autre histoire » constate amèrement un ouvrier d'Asnières, déjà averti par le précédent de son usine. C'est pourquoi, en participant à l'animation du sit-in réalisé par les ouvriers de Chausson devant leur usine, les camarades du PCR (ml) s'efforcent de mettre en évidence la diversion que constituent les appels creux et défensifs à « lutter contre le fascisme », à l'heure où la reprise de l'usine par les travailleurs et leur offensive de classe sont le véritable avenir de la lutte, au moment où, plus que jamais, un mouvement de lutte d'ensemble de la classe ouvrière derrière ceux de Chausson, des Câbles et du « Parisien Libéré » s'impose !

Chausson, Câbles de Lyon, les patrons doivent payer !

Solidarité !

Chausson, Câbles de Lyon, réoccupation ! Pour briser le chantage et la répression de la bourgeoisie : partout, offensive ouvrière !

Dimanche 12 h.

PARISIEN LIBERE : Comment poursuivre la lutte.

Jeudi 26 juin, les quotidiens nationaux et régionaux ne sont pas parus. Même le « Provençal » de Deferre n'est pas paru ; son patron de « gauche » a dû s'opposer à son syndicat FO qui voulait faire paraître le titre malgré tout !

Mais cette journée n'a pas contribué à débloquer la situation pour les grévistes du « Parisien Libéré ». Tout en poursuivant l'occupation ils restent dans l'expectative.

La direction révisionniste de la FFTL s'oppose aujourd'hui à leurs aspirations à poursuivre de manière offensive la lutte contre Amaury. Ils mettent en avant plusieurs arguments pour développer les hésitations chez les travailleurs :

— Il ne faut pas couler « Le Parisien », sinon il n'y aura plus de travail. Donc il faut mesurer les coups contre Amaury, arrêter les « rodéos » (actions de saisie des journaux imprimés par les jaunes).

— Il ne faut pas étouffer « Le Parisien » ni publier un « Parisien vraiment libéré » sinon on donne des arguments à la campagne de la « majorité présidentielle » et du PS sur le P«C»F ennemi : des libertés.

— Il suffit de laisser à Amaury perdre chaque jour de l'argent en imprimant son journal avec des jaunes, en le diffusant sans le service des NMPP (les ouvriers des NMPP refusent d'acheminer le « Parisien »).

En fait, la seule proposition de la FFTL, c'est d'attendre qu'Amaury ait perdu suffisamment d'argent pour qu'il se mette à négocier.

Les journées de grève dans toute la presse a pour fonction d'amener les autres patrons de presse à faire pression sur Amaury pour qu'il négocie... un compromis « acceptable ».

On comprend qu'une telle position suscite bien des interrogations chez les travailleurs : jusqu'ici personne n'a jamais vu d'ouvriers en grève gagner sans porter de coups à leur patron ; aujourd'hui Amaury a des difficultés dans la diffusion mais le laisser tranquille, c'est lui donner du temps

pour les résoudre ; déjà il a pu les résoudre partiellement, puisqu'au début pas un journal n'était diffusé.

Laisser sortir « L'Equipe », en plein Tour de France, c'est donner à Amaury des armes et de l'argent contre la grève du « Parisien » ; c'est le laisser avec le soutien gouvernemental améliorer tous les jours la diffusion de son journal... C'est pourquoi l'aspiration des grévistes à reprendre les « rodéos » est parfaitement légitime.

Quant au prétexte de laisser circuler « Le Parisien Libéré » pour ne pas alimenter la polémique de Poniatowski contre le P«C»F sur le thème des libertés, il montre bien quels intérêts les dirigeants FFTL défendent : ceux du P«C»F et non ceux des travailleurs. Que le gouvernement utilise et utilisera les actions des grévistes du « Parisien » pour dresser contre eux, « l'opinion publique », c'est une évidence que connaissent et rencontrent tous les travailleurs en grève. Et c'est exact que dans les secteurs de la presse, il existe des moyens importants pour alimenter une telle campagne. C'est justement la raison pour laquelle les travailleurs doivent être résolument offensif pour briser la campagne de calomnies lancée contre leur grève. Sur les « atteintes aux libertés d'expression » dont Poniatowski accuse les travailleurs, ces derniers doivent y répondre clairement, montrer qui monopolise l'information en régime capitaliste, qui laisse aux travailleurs pour seule liberté celle de se taire.

C'est sur cette base là que peut se construire une solidarité effective avec les grévistes. Un des moyens efficaces pour accomplir cela, et dont discutent les travailleurs, quoique les dirigeants FFTL prennent grand soin d'éviter les débats, c'est la sortie d'un « Parisien vraiment libéré », la sortie d'un « Parisien de lutte ».

Un tel journal serait un outil efficace pour briser le menaces d'Amaury, Chirac ou Poniatowski. Un tel journal serait un lien effectif entre les différenciés usines en lutte, que gouvernement et révisionnistes

prétendent cantonner dans l'isolement. Un tel journal serait un instrument pour faire converger la solidarité avec les ouvriers en lutte. Le fait que des kiosquiers aient affirmé qu'ils étaient prêts à distribuer un tel journal à la place du torchon d'Amaury est un exemple entre mille, de l'écho qu'il pourrait rencontrer.

Les travailleurs du « Parisien » doivent briser avec l'expectative dans laquelle les enferment les révisionnistes qui dirigent la FFTL. Les ouvriers du « Parisien » doivent exiger des mesures contre le « Parisien » d'Amaury pour accélérer l'issue du conflit et l'empêcher d'accumuler des moyens pour étouffer la lutte. Il faut être vigilant face à tout compromis sur les licenciements dont feraient les frais les ouvriers les moins payés et les moins qualifiés comme cela a été le cas à Larousse et à Néogravure.

Merckx et Poulidor au secours d'Amaury

Récemment est parue dans le « Parisien » d'Amaury une photo de Merckx et de Poulidor sur laquelle était écrit « Vive le Parisien Libéré, organisateur du Tour de France, que tous nos amis le lisent ». Après enquête auprès des intéressés, c'est la direction du « Parisien » qui avait ajouté la deuxième partie de la phrase. En fait, personne n'est dupe : quelle différence entre signer « Vive le Parisien » au moment où les travailleurs sont en grève et où Amaury fait paraître le journal avec des jaunes, et signer la citation publiée par Amaury ?

Poulidor et Merckx savent simplement qu'il faut savoir concilier le « Parisien » qui les emploie et le public qui, fait leur succès. Belle image, des modèles positifs que propose la bourgeoisie au peuple à l'occasion du Tour de France... des serveurs zélés de l'ordre établi qui rétribue grassement leurs efforts physiques... leur fonction idéologique.

PONIATOWSKI - CHIRAC : LA "DESUNION" DE LA "MAJORITE"

L'activité des hommes politiques de la majorité se déploie fébrilement ces temps derniers : derrière toutes leurs réunions il y a un fil conducteur : les contradictions à l'intérieur de la majorité, la façon de concevoir la « majorité giscardienne ». Tout ce remue ménage se déploie en fonction des échéances électorales proches (municipales en 1977) et la question centrale est comment présenter aux masses des combinaisons électorales qui aient quelques chances de succès.

L'ORGANISATION DE LA « MAJORITE »

C'est en réponse à la récente déclaration de Giscard sur la nécessité d'une « organisation d'ensemble de la majorité » que Poniatowski, au conseil des Républicains Indépendants (RI) a annoncé la création du club « agir pour l'avenir » destiné à désigner les candidats aux futures élections. Poniatowski



affirme sa volonté de prendre la direction des opérations, « durablement, personnellement ». Il vise à rallier des hommes de l'UDR ou des réformateurs, pour pallier la faiblesse numérique des RI, tout en ne les détachant pas forcément de leur parti : il s'agit, dit-il, du « soutien personnel au président de la République, au delà de toute notion d'appartenance à une quelconque formation politique ». Chirac, de son côté n'est pas resté muet devant l'offensive des RI : il a profité du conseil de l'UDR (qui a élu Bord au secrétariat général, un homme fatal à la dévotion de Chirac), pour affirmer : « Notre mouvement sera le premier mouvement national français » et il a voulu contrer les avances de Poniatowski et son club en disant : « sous nos propres couleurs nous gagnerons », ce qui est une manière d'affirmer que l'UDR n'entend pas se plier à la férule des RI.

« NON, NOUS NE SOMMES PAS DE DROITE »

Ce qui tracasse aussi bien, par ailleurs, les RI que l'UDR, au delà de leurs divergences sur la politique vis-à-vis de l'impérialisme US, c'est la nécessité d'apparaître « réformateur » face à la montée des luttes et des aspirations révolutionnaires des masses. Chirac a déclaré « nous ne devons pas nous classer à droite » et il est revenu sur les assises de Nice fustigeant « un certain nombre de discours » trop à droite à son goût, ce qui est significatif de la conscience qu'il a



du rejet par les masses des hommes politiques qui composent son parti. Poniatowski, pour sa part, a réaffirmé la nécessité pour les futurs candidats de la « majorité » de « représenter l'image réformatrice du président ». A l'UDR comme aux RI, donc, les leaders montrent qu'ils ont conscience de la nécessité de maquiller leur politique ultra-réactionnaire face aux masses.

APPELS PRESSANTS AUX « SOCIALISTES »

Un autre élément de ces grandes manœuvres pré-électorales c'est l'appel aux « socialistes ». Poniatowski, à l'occasion d'une violente attaque anti-communiste (il fait mine évidemment de confondre le P«C»F et les communistes) a appelé les « socialistes qui

refusent la dictature » à rejoindre la « majorité » : c'est justement la nécessité d'apparaître réformatrice et non ouvertement réactionnaire qui pousse les RI à chercher quelques alliances électorales fructueuses avec certains « socialistes ». La tactique consiste à prendre pour cible Mitterrand, en tant que représentant de l'alliance avec le P«C»F, de manière à développer des divisions au sein du PS. L'UDR cherche aussi à élargir sa base électorale étroite et Chirac a fait parler sa doublure, Bord, pour dire aux « socialistes » : « n'atteignez pas le point de non retour ». Chalandon déclarait il y a quinze jours que le PS est « l'adversaire le plus dangereux de l'UDR » : il y a donc dans la déclaration de Bord un élément relativement nouveau qui montre que l'UDR ne veut pas faire les frais des appels des RI aux « socialistes » et qu'elle a, elle aussi, besoin de certaines alliances pour atténuer ses contradictions avec les masses.

UN SIGNE DE FAIBLESSE DE LA BOURGEOISIE

En définitive, les contradictions qui traversent le personnel politique bourgeois au pouvoir, leurs appels aux « socialistes » sont le fond sur lequel ils espèrent tous, espoir dérisoire, atténuer la contradiction grandissante entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Voilà une nouvelle preuve de la crise politique qui secoue la bourgeoisie française.

Paul LEFORT.

en bref

LA SOLITUDE DES PATRONS

Le croiriez-vous ? Les patrons souffrent aussi de la crise. C'est Paul Richard, PDG de Thomson qui parle des « industriels qui font leur métier dans des conditions difficiles ». Il se plaint qu'au cours des débats récents sur la réforme de l'entreprise, il a « souffert d'une certaine espèce de mise en accusation », il a « trouvé cela parfaitement injuste ». A le croire, les « choses se réforment naturellement ». Sans doute fait-il allusion aux réformes qui consistent à embaucher des milices, à lancer les chiens, à foncer en voiture sur les grévistes. Pour un patron, c'est un succès.

BALLANGER... ET TAIL D'EDGAR FAURE

Il n'y a pas si longtemps, Fizin se faisait taper sur les doigts pour avoir demandé à Giscard une invitation à l'Élysée. Aujourd'hui, les relations sont meilleures : Ballanger, chef des députés du P«C»F à l'assemblée s'est rendu à l'invitation d'Edgar Faure pour un cocktail. Sans doute pour ne pas se faire prendre la main dans le sac, il a attendu pour rentrer que Giscard, qui était aussi invité, soit sorti. A ce compte, pense-t-il, on ne pourra pas l'accuser de collaboration des classes !

SEGUY CONSTRUCTIF

Dans l'Humanité Dimanche, Séguy a renouvelé ses promesses de mai 1974 : dans le cas d'une victoire de la « gauche », dit-il « la CGT agira de façon constructive ». Elle n'aura plus « à passer son temps à organiser des grèves et manifestations ». Ce sont de telles déclarations qui montrent clairement que quand la « gauche » sera au pouvoir elle n'aura de cesse d'instaurer une collaboration de classes « constructive » et de faire accepter l'austérité aux travailleurs.

LES MAIRES P«C»F « GESTIONNAIRES RESPONSABLES »

C'est « France Nouvelle » (N° 1545), hebdomadaire du P«C»F, qui publie une pleine page de publicité pour la C.I.I. Les maires révisionnistes de Montreuil, Clichy, Romainville, Bagnolet, Rosny vantent les qualités de l'IRIS 45 ordinateur de la C.I.I. On peut y lire : « Aujourd'hui plus que jamais les maires et leurs conseillers municipaux sont des gestionnaires responsables ». Puis, plus loin : « Tout comme une entreprise commerciale qui

fonctionne ou l'autre aux limites d'un système administratif complexe, à la complexité croissante des mécanismes économiques ». Sans doute l'IRIS 45, fleuron de la « technique française » permet-il de gérer mieux l'austérité.

DOUMENG, PATRON REVISIONNISTE HEUREUX

Un qui ne semble pas se plaindre de la crise, c'est Doumeng, agriculteur cumard, PDG de sociétés agricoles, riche à milliards et membre du P«C»F. Il a fait sa fortune en commerçant avec ses « camarades » des pays de l'Est. Dans une interview à l'hebdomadaire patronal « les Informations » il explique comment faire de l'argent : « J'ai acheté deux millions de tortues à deux centimes pièce, je les ai vendues deux francs ». Il se prétend « désintéressé » mais « orgueilleux ». Pour ses menus déplacements, il n'a que six avions et onze pilotes ; il construit un immeuble avec Rothschild à Toulouse et il exploite 50 ouvrières dans une usine de tricottage de son village. Au train où se développe son entreprise, il risque de passer sur la liste des nationalisations.

CFDT comment cacher le PS derrière la "démocratie syndicale"

Dans le dernier numéro de « Syndicalisme », organe de la CFDT, Maire s'élève violemment contre les syndicalistes qui, dit-il, ont des « pratiques néfastes pour la démocratie syndicale » et il condamne ceux qui expriment ce qu'il appelle « les conceptions de groupes extérieurs d'extrême gauche ». Quelle est la raison de cette soudaine attaque ?

Il faut d'abord se souvenir de l'échec de la tentative du PS de mettre la main sur la CFDT, par l'entremise de Maire et des dirigeants réformistes. Ce projet avorté grâce à la vaste opposition qu'il a rencontrée au sein de la CFDT, Maire ne l'a pas abandonné et ses déclarations montrent qu'il nourrit l'espoir de la renouveler et de s'appropriier, pour le compte du PS, le contrôle de la confédération.

Pour cela bien évidemment, il faudrait que disparaisse la ligne syndicaliste révolutionnaire au sein du syndicat : or, c'est le contraire qui se produit actuellement. De plus en plus d'organisations de la CFDT désavouent la politique des dirigeants ; ainsi récemment au congrès de l'Union Régionale de Paris, près de la moitié des votes sont allés à un amendement condamnant l'inefficacité de l'accord CGT-CFDT du 26 juin 1974 ; un autre amendement a recueilli 36 % des voix, déniait au programme commun toute capacité à représenter une transition vers le socialisme. Au récent conseil national d'avril, d'autres organisations, telle l'U.R. France Comté ont réaffirmé leur désaveu des « assises du socialisme » et ont critiqué « l'affaiblissement » des positions du syndicat. On comprend l'inquiétude de Maire dans ces conditions.

C'est pour cela que Maire en appelle hypocritement à la « démocratie syndicale » : il se sert de ce paravent pour porter son attaque. Mais ses accusations, qui visent principalement les syndicalistes ré-

volutionnaires, se retournent facilement contre lui. Il parle de « manipulation » mais qui, sinon lui, manipule la CFDT au profit du PS ? Il ne veut pas, dit-il, laisser un « petit groupe s'approprier le pouvoir dans le syndicat en situant le débat à un niveau prétendument théorique », mais qui, sinon son groupe, veut utiliser la CFDT comme masse de manœuvre électorale sous prétexte de thèses fumeuses sur l'autogestion ? Il parle de « débat démocratique interne », mais personne ne l'a vu l'engager quand il est allé l'an dernier s'aboucher avec Mauroy du PS ? Bien qu'il n'ait pas assisté personnellement aux Assises ; il y a quelques jours encore, il a répercuté presque mot pour mot les positions de Mitterrand au sujet de l'affaire « République » engageant ainsi le syndicat derrière le PS contre le P«C»F et la CGT.

En fin de compte, les propos de Maire traduisent à la fois son inféodation à la social-démocratie, sa peur devant la démocratie syndicale et devant la montée de la ligne syndicaliste révolutionnaire dans la CFDT.

Paul LEFORT.

39e congrès CGT LES INTERROGATIONS PRINCIPALES DES TRAVAILLEURS, AUJOURD'HUI, SONT RESTEES SANS REPONSES

Le congrès de la CGT vient de se terminer. Derrière l'unanimité de façade dont se réjouissent les dirigeants confédéraux, il est clair que les débats du congrès ont pour l'essentiel soigneusement évité les questions importantes que se posent aujourd'hui les syndiqués CGT et leurs délégués. Séguy a beau mettre en avant le nombre plus important de jeunes, de femmes qui sont intervenus, par rapport aux précédents congrès, il est bien incapable d'expliquer pourquoi en fin de compte les véritables questions posées par les syndiqués CGT en lutte sont restées sans réponses : pourquoi le bilan de la dernière grève d'Usinor contre le chômage partiel n'a-t-il pas été tiré dans le détail ? Les travailleurs de la sidérurgie n'avaient-ils pas à s'emparer des aspirations à une riposte d'ensemble des ouvriers sidérurgistes ? Pourquoi le bilan de l'échec de la grève de Titan-Coder n'a-t-il pas été fait ? Sans poser la question de l'échec retentissant essuyé par la ligne de collaboration de classes de la CGT à Lip ? Quel mouvement syndical opposer à la politique de crise ? Autant de questions éludées tout au long de ce congrès ! Assurément les syndicalistes révolutionnaires de la CGT, les syndicalistes qui entendaient présenter ces questions, ont été soigneusement évin-

cés lors de la préparation du congrès. A quelques exceptions cependant. Puisque Séguy a vu contredire par plusieurs délégués sa proposition d'entériner, une nouvelle fois, le programme commun comme perspective d'ensemble du syndicat. Trois syndicalistes ont brisé le mur de la fameuse unanimité fabriquée par les révisionnistes du P«C»F au sein de la CGT : celui des métaux Toulouse, celui des correcteurs-Paris, et le syndicat national de l'INSEE... Ce qui n'empêche pas « l'Humanité » de déclarer que « un syndicat ne s'est montré en opposition avec les autres ».

Pourtant les vrais problèmes ont été posés — tant dans les textes préparatoires que dans les interventions de ces syndicats.

Le syndicat de l'INSEE précisait, quant à lui, que rien n'était fait dans le rapport au congrès pour préciser les conditions actuelles d'un mouvement de lutte d'ensemble et réaffirmait avec force que « les travailleurs ne se battraient certainement pas pour replâtrer un système qui croule de toutes parts ».

Et, parlant du Programme Commun, le syndicat des correcteurs a déclaré que « les transferts de propriété, qu'il préconise, ne modifient en rien les rapports de production capitalistes ! ».

C'est pourquoi, refusant de lier les mains des travailleurs par le Programme Commun, ces militants précisait que même avec la « gauche au pouvoir », le syndicat « restera face aux petits patrons, face aux gestionnaires publics chargés d'appliquer les décisions imposées par la rationalité de l'économie de marché, l'organisation des travailleurs pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux dans une société régie par les lois du système capitaliste ! ».

Un tel débat, que Séguy et les confédéraux entendent éviter, ne pourra manquer de s'instaurer dans les sections syndicales CGT, pour lesquelles il est clair que le congrès n'apportait aucune réponse aux questions que pose la lutte contre la politique de crise de la bourgeoisie.

pour que paraisse en septembre 75 UN QUOTIDIEN COMMUNISTE EN AVANT VERS LES 50 MILLIONS

1 AN : 250 F 3 MOIS : 80 F
6 MOIS : 180 F 1 MOIS : 30 F

ABONNEZ VOUS SOUSCRIVEZ

Envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cédex 18
CCP 31.191.14 La Source

INDE

"la plus grande démocratie du monde" une triste réalité

en bref

les révisionnistes
chez Paul VI

Le 12 juin, le tribunal d'Allahabad annulait l'élection d'Indira Gandhi de 1971 pour « irrégularités ». Le premier ministre était accusé d'avoir corrompu des électeurs (pratique au demeurant courante en Inde). Tout en lui permettant de conserver son poste, la Cour Suprême interdisait le 24 juin à Indira Gandhi d'utiliser son droit de vote au parlement. Alors que des formations politiques de l'opposition s'apprétaient à lancer une campagne pour provoquer sa démission, le premier ministre, par un coup de force caractérisé, a fait arrêter tous les dirigeants de l'opposition (on avait officiellement le chiffre de 900 arrestations) et a retiré le droit de constituer des comités de soutien à leur combat, retirant le droit constitutionnel de renforcer le tribunal leur mise en liberté. L'État indien est sévèrement censuré et l'état d'urgence a été décrété. Seul le parti pro-soviétique n'a pas été inquiété tandis que la Pravda félicitait Gandhi de ces mesures destinées à « défendre les conquêtes progressistes » du peuple indien.

Mais qu'est-ce donc que cette « démocratie » qui utilise des moyens aussi peu démocratiques ?

MISERE ET REPRESSION GENERALISEES

L'Inde compte aujourd'hui 606 millions d'habitants, avec un taux d'accroissement démographique de 2,35 % et une production de grains en régression et qui ne suffit pas à nourrir la population, la misère des masses est extrême.



Sous le règne de Gandhi, la misère des masses.

En dépit de slogans trompeurs et des promesses électorales d'Indira Gandhi de tout faire « dans l'intérêt des éléments les plus pauvres de la population », il est connu de tous aujourd'hui que le nombre d'Indiens vivant en-dessous du seuil de « pauvreté » est plus grand qu'à l'époque où Indira Gandhi prit le pouvoir.

Dans les derniers mois de 1974 la famine a fait au moins 25.000 morts rien que dans le Bengale-Oriental, l'Assam et l'Orissa.

Un ouvrier agricole du Bihar ne touche par jour qu'entre 15 et 30 centimes. Aussi pour survivre doit-il emprunter de l'argent et s'asservir aux usuriers et aux propriétaires terriens. Tel ce paysan du village de Daho, contraint de travailler pendant 16 ans pour rembourser une dette d'à peine 60 F. ! Voilà pourquoi la colère des paysans est grande et nombreuses les révoltes, toutes réprimées dans le sang.

La situation des ouvriers n'est pas plus enviable. D'octobre 1973 à octobre 1974, l'Inde a connu un taux d'inflation de 30 %. En janvier 1975, les dockers font grève ; ils demandent une augmentation de 70F, par mois du fait de l'inflation. La réponse de Gandhi ? Législation d'exception : elle envoie l'armée briser la grève des dockers.

De même, en mai 1974, la police avait arrêté des milliers de cheminots en grève. L'un d'entre eux déclarait fort justement : « Le gouvernement a de l'argent pour faire exploser une bombe, mais il n'en a pas pour nous accorder les augmentations de salaire que nous réclamons. Nous ne pouvons

manger une bombe atomique. Ce que nous voulons, ce sont des vivres ».

Selon une étude d'Amnesty International il y aurait actuellement 15 à 20.000 révolutionnaires détenus arbitrairement et sans jugement dans les geôles du Bengale-Oriental.

SURARMEMENT, AGRESSION, ANNEXION

L'image que la bourgeoisie tente de donner de l'Inde à l'extérieur n'abuse guère. Un cinquième du budget pour 1974 était consacré à la guerre (2,44 milliards de dollars) et le budget pour 1975 prévoit 2,55 milliards de dollars. Ces dépenses sont évidemment sans commune mesure avec les besoins de défense de l'Inde. Mais la bourgeoisie indienne nourrit des ambitions annexionnistes et expansionnistes : guerre contre le Pakistan en 1948, provocations anti-chinoises de 1962, affaire du Cachemire en 1965 « annexé » en 1975, agression contre le Pakistan en 1967, démembré en 1971, annexion du Sikkim en 1975. Voilà la réalité du soi-disant pacifisme non-violent de l'Inde !

LE SOCIAL-IMPERIALISME : PREMIER CLIENT, PREMIER PILLEUR

Les conditions de « l'aide » soviétique à l'Inde sont si peu avantageuses que les Indiens avaient utilisé à peine 10 % des crédits ouverts en 1971. Les crédits soviétiques sont assortis d'un taux d'intérêt de 2,5 %, remboursables en 12 ans (alors que certains pays occidentaux proposent des crédits moins chers et sur une plus longue période) et les Soviétiques exigent un remboursement en matières premières sur la base de prix fixés par eux. Ainsi, par le biais de ces crédits accumulés, l'économie indienne est prise à la gorge : au titre de remboursement, l'Inde doit rendre à l'URSS plus que le montant des nouveaux crédits soviétiques ! C'est là une situation inextricable qui profite au social-impérialisme dans sa folle entreprise de piller l'Inde, et d'en contrôler la politique et la diplomatie.

La situation aujourd'hui créée est périlleuse pour la bourgeoisie indienne. Les masses sont à bout, tandis que règne au plus haut niveau la corruption et la concussion, tandis que le pays est livré au pillage et aux vexations des rapaces du Kremlin. Rien ne pourra arrêter la colère du peuple. L'avenir appartient au peuple indien !

Hervé GAY.

Les révisionnistes soviétiques et leurs vassaux des « démocraties » anti-populaires sont de fidèles habitués des audiences papales au Vatican. A l'occasion de sa visite en Italie, Gromyko n'a pas manqué d'aller voir Paul VI. De son côté Jivkov, le dirigeant du parti révisionniste bulgare a sollicité une audience à sa sainteté. En tant qu'Etat, le Vatican participe aux travaux de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, aussi les révisionnistes accueillent-ils le Vatican d'attentions toutes particulières. En outre, la dégénérescence idéologique dans les pays révisionnistes a pour conséquence le déferlement des superstititions religieuses dont le Vatican est un des principaux centres mondiaux. Pour se maintenir au pouvoir, les cliques révisionnistes, comme la polonaise, ont besoin de l'aide des églises. Telles sont les raisons de l'empressement des révisionnistes à se prosterner devant le trône de Saint-Pierre.

la censure au cri de "a bas la censure"

Indira Gandhi a déclaré le 28 juin : « J'ai toujours été contre la censure de la presse, sous toutes ses formes », c'est sans doute pour illustrer cette noble attitude que le premier ministre indien avait fait limoger le directeur de « l'Hindustan Times » l'an passé. Et c'est sans doute aussi pourquoi, après son coup de force du 26 juin, Indira Gandhi a établi une sévère censure sur la presse. L'hypocrisie du premier ministre indien est tout à fait révélatrice de la nature réelle de la prétendue « plus grande démocratie du monde ».

L'indépendance des COMORES : une confusion bien orchestrée

Les Comores / vous ne connaissez peut être pas. Pourtant ces quatre petites îles de l'océan Indien, à 9000 kilomètres de la France, font couler beaucoup de salive aux députés et au gouvernement français depuis qu'il est question de leur indépendance. C'est vrai qu'elles sont...

INDEPENDANCE ET NEO-COLONIALISME

Bien sûr, tout a été prévu. En décembre dernier un référendum était organisé pour que les électeurs se prononcent sur l'indépendance de ces îles. Mais dans ce référendum, c'est la France qui est en place. L'impérialisme français, qui a placé le gouvernement entièrement dévoué, présidé par Abdallah, vieux routier de la politique coloniale, surnommé « le plus parisien des Comoriens ».

Des « accords de coopération » sont prévus ; les grosses entreprises françaises qui tirent d'énormes profits de la vanille, dont les Comores sont le deuxième producteur mondial, des essences nécessaires au parfum qui couvrent 90 % des besoins de Lancôme, Dior, etc., du coprah, nécessaire à la fabrication du savon, pourront continuer à s'emparer des poches. Un jeune comorien explique : « sur place 1 kilo d'ylang-ylang coûte 20 F. CFA, 4 kilos — 80 F. CFA — permettent d'obtenir un litre de parfum qui coûte dans les pays du marché commun plus de 200 F, c'est à dire 10.000 F. CFA ».

Des planteurs rapportent : « En 1950, j'ai vendu la vanille jusqu'à 5.000 F. CFA le kilo, cette année je la vends 2.000 F... après avoir vendu le coprah jusqu'à 100F. CFA pris sur place, je le vends aujourd'hui 15 F. FOB (livré au port du pays ache-

teur, les frais de transport sont à la charge du vendeur) ».

Obligés de fournir des matières premières à des prix de plus en plus bas, Les Comoriens sont contraints d'importer la plupart des produits alimentaires, notamment le riz, fourni par la France par l'intermédiaire d'importateurs, dont l'un des plus importants est Abdallah lui-même.

Pouvoir affamer le peuple comorien, parce que les cultures coloniales ont détruit toute culture vivrière, voilà l'argument de l'impérialisme français pour imposer une indépendance bidon. Si tout a été aussi bien prévu, qu'est-ce qui empêche ministres et députés de dormir ?

C'est que rien dans ce monde ne va selon les désirs des impérialistes : les pays soumis à un régime néo-colonial ont affiché une volonté d'indépendance en dénonçant les accords inégaux, en prenant le contrôle de leurs matières premières, et rien n'assure que les Comores ne suivront pas ce chemin.

Stirn a de quoi frémir : tout son échafaudage était destiné à duper le peuple comorien. Avant même que ses plans se réalisent ils soulèvent la colère du peuple : lors de son dernier voyage en février, des manifestants l'ont accueilli avec des banderoles « oui à l'indépendance, non aux accords du 15 juin » (accords qui ont fixé le cadre de l'indépendance néo-coloniale) « indépendance authentique, non aux bases militaires ».

Depuis que Bigard et ses troupes ont été chassés de Madagascar, l'intérêt des Comores est grand. Ces îles, situées entre l'Afrique et Madagascar, contrôlent les routes du pétrole. Voilà qui peut donner une petite importance

à l'impérialisme français, qui dispose, avec Djibouti et la Réunion, d'un bel ensemble stratégique dans l'océan Indien où les flottes des deux super-puissances s'arrachent points de mouillage et bases. Et cette petite importance, l'impérialisme français ne veut pas la perdre, en laissant au peuple des Comores la pleine souveraineté de son territoire.

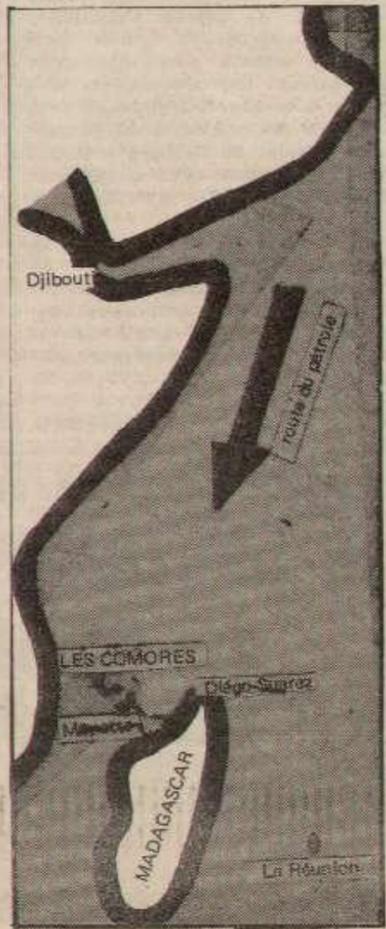
MAYOTTE ET LA DIVISION DU PEUPLE COMORIEN

Depuis que le sultan a vendu l'île de Mayotte, l'une des quatre îles, en 1843, contre une rente annuelle de 5000 F., l'impérialisme a toujours cherché à opposer Mayotte aux autres îles des Comores. A l'heure de l'indépendance, l'impérialisme français a encouragé le nommé Marcel Henry, député UDR, à créer le mouvement mahorais, qui réclame le rattachement à la France, en lui donnant suffisamment de moyens de pression pour que 65 % des voix lors du référendum se prononcent contre l'indépendance.

Mayotte accueille les légionnaires chassés de Diégo-Suarez, une nouvelle base est prévue à Dzouadzi, principale ville de l'île, alors que la principale base se trouvait à Moroni, la capitale. Déjà les parasites du colonialisme se voient grouillant dans un petit Saïgon, du temps de Thieu, vivant grassement des soldes de la troupe extorquées dans les tripots, dancings et autres activités qu'ils s'approprient à lui offrir.

Que le mouvement mahorais réclame le rattachement à la France, qu'il suscite des troubles entre les différentes îles, pouvant aller jusqu'à des menaces de séparation, cela peut gêner considérablement la lutte du peuple comorien et en tout cas assurer une cer-

taine garantie aux positions stratégiques de l'impérialisme français, garantie cherchée à Djibouti par la plus sauvage répression.



En 1973 Messmer promet que le vote pour l'indépendance se fera île par île, garantie donnée à Marcel Henry. En 1974, Giscard est obligé de réaliser un vote d'ensemble. En 1975, tout est remis en cause : le Parlement au lieu d'entériner le référendum sur l'indépendance, décide que l'indépendance ne sera accordée que lorsque la constitution sera acceptée dans chacune des îles ; Marcel Henry peut faire trainer en longueur la mise en place de l'indépendance toute formelle, à moins que la constitution ne reconnaisse explicitement un statut privilégié à Mayotte.

C'est avec une grande unanimité que les députés acceptent le plan néo-colonial sous une forme ou sous l'autre. Les députés révisionnistes parlent de néo-colonialisme, mais ces envolées parlementaires se ramènent à ceci : pas de partition de l'archipel et c'est tout, pas de dénonciation des traités inégaux. Quant au PS il apporte discrètement mais sûrement son soutien à la division du peuple comorien : par la voix de Mitterrand « S'ils (M. Henry et ses acolytes) font prévaloir leur capacité à être eux-mêmes, nous ne serons ni sourds, ni aveugles ».

C'est que les deux fantoches ont les dents longues : Abdallah veut que Mayotte n'échappe pas à son contrôle c'est-à-dire à ses rapines, Marcel Henry ne veut pas perdre le moindre de ses privilèges. A susciter des divisions contre le peuple comorien qui exige l'indépendance, l'impérialisme français suscite des contradictions parmi ses laquais, dont il ne maîtrise pas toujours les effets.

Grégoire CARRAT.